

Les grandes figures françaises de l'OIT.

Francis Blanchard (1916-2009)

Francis Blanchard est né à Paris le 21 juillet 1916.

Il débute sa carrière de fonctionnaire international en 1947, en entrant à l'âge de 31 ans, à l'Organisation internationale des réfugiés (IRO) et en 1951 au BIT comme chef adjoint de la section de la main-d'œuvre.

Après avoir occupé plusieurs postes stratégiques au sein de cette institution, il est élu Directeur Général en novembre 1973 par le Conseil d'Administration du BIT.

Sous son mandat de Directeur général, qui a pris fin en 1989, la politique de coopération technique est devenue un outil majeur de l'action de l'OIT. Confronté aux aléas de la guerre froide, Francis Blanchard aura réussi à conforter le caractère universel de l'Organisation et faire de l'OIT un instrument essentiel de défense des droits de l'homme. La fin de son mandat aura été marquée par la réunion de haut niveau sur l'emploi en 1987 réunissant pour la première fois l'OIT, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International.

Il est décédé le 9 décembre 2009 à l'âge de 93 ans à Gex, dans l'Ain.

Le Directeur général du BIT, Juan Somavia, a exprimé sa profonde tristesse. Il a rendu hommage à Francis Blanchard "principal architecte de l'expansion de l'organisation pendant les années 1970 et 1980, gardien de son caractère universel, champion de la lutte pour la promotion des droits de l'homme et figure de proue du combat contre la pauvreté et pour l'amélioration des conditions de travail".

Le Président de la République, Nicolas Sarkozy a salué "un grand serviteur des Nations unies, un ardent défenseur du progrès social et de la dignité humaine".

Yvon Chotard (1921-1998)

Yvon CHOTARD a effectué de solides études classiques : Licence en droit, Diplôme d'études supérieures de droit public. Certificat d'études littéraires classiques. Diplôme de l'Ecole libre des sciences politiques.

En 1945, il entame une carrière d'éditeur en fondant les Editions France-Empire à Paris qu'il dirigea jusqu'à 1990. Il fonde et préside les Jeunes chambres économiques françaises (JCE) de 1952 à 1956.

Il est membre et président de section du Conseil économique et social de 1964 jusqu'à sa mort. Il préside de 1975 à 1979 le Syndicat national de l'édition et le Cercle de la librairie. En 1971 et 1972 il préside la commission Enseignement formation du Conseil national du patronat français (CNPFP). Pendant quatorze ans de 1972 à 1986, il est vice-président du CNPFP chargé des Affaires sociales. Il en devient le Premier vice-président de 1981 à 1986. En 1994, il est chargé par le Premier Ministre de présider le Comité Préparatoire au Sommet Social des Chefs d'Etat et de gouvernement.

Délégué titulaire du gouvernement français au Conseil d'administration du Bureau International du travail (1987-1998) il présida ce Conseil à deux reprises (1991-1992) et (1995-1996).

Arthur Fontaine (1860-1931)

Né le 3 novembre 1860 à Paris.

Issu d'une famille d'industriels originaire de la région de Soisson et ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole supérieure des Mines, Arthur Fontaine entra le 1er octobre 1891 à l'Office du Travail - créé le 20 juillet 1891 - où il organisa la section des statistiques. A l'instar de Frédéric Le Play, lui aussi ingénieur des Mines, Arthur Fontaine multiplia les enquêtes dans le domaine social, en France comme à l'étranger, comparant ainsi les différentes législations. Il s'intéressa notamment à la question des salaires et de la durée du travail mais également à l'hygiène, la sécurité des travailleurs, les syndicats...

La nouvelle Direction du Travail - à laquelle fut rattachée l'Office du Travail - fut créée grâce à Waldeck-Rousseau et Millerand. Sous-directeur de l'Office en 1894, Arthur Fontaine en fut le 1er directeur de 1899 à 1920. Il vit ainsi passer pas moins de vingt deux ministres, dont Millerand et Viviani.

Arthur Fontaine avait fondé en 1894 le Bulletin de l'Office du Travail. En 1900, il concourut à la création de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs et, en 1906, il représenta la France dans l'élaboration des conventions sur l'interdiction du travail des femmes dans l'industrie et sur la prohibition de la fabrication et de la vente des allumettes au phosphore blanc, premières pierres de la législation internationale du travail.

Arthur Fontaine est l'un des rédacteurs de la partie X111 du Traité de Versailles qui a abouti à la naissance de l'Organisation Internationale du travail

En 1919, il a été désigné, délégué gouvernemental au Conseil d'administration de cette Organisation. Il en devint le premier Président après son élection à ce poste la même année. Malgré l'ampleur des bouleversements sociaux, il restera à la tête du Conseil jusqu'à sa mort en 1931.

Léon Jouhaux (1879-1954)

Entré à 16 ans en 1895 à la manufacture des tabacs d'Aubervilliers, il y découvrit le militantisme syndical et devint secrétaire général de la Confédération générale du Travail en 1909.

En 1916, il lança l'idée d'un organisme international pour élaborer les instruments d'amélioration de la condition ouvrière et la guerre terminée il participa à la Conférence de la Paix et aux négociations qui aboutirent à la création de l'Organisation internationale du Travail en 1919.

Il a été le représentant titulaire des travailleurs au Conseil d'Administration du BIT de 1919 jusqu'à sa mort en 1954.

En 1936, il contribua aux réformes concernant les conventions collectives, les congés payés, la semaine de 40 heures, les nationalisations. Après la seconde guerre mondiale, il intervint aux Assemblées des Nations Unies en faveur du développement de la coopération internationale notamment dans le contrôle du désarmement et dans les grands travaux internationaux contre le chômage.

En 1947, il devint le premier des Présidents du Conseil économique dont il avait lancé l'idée dès 1918.

En 1949, il fut élu Président du Conseil international du Mouvement européen.

En 1951, il reçut le prix Nobel de la paix.

Alexandre Parodi (1901-1979)

Né le 1er juin 1901, fils du philosophe Dominique PARODI, il est maître des Requêtes au Conseil d'Etat (1938). L'un des quatre experts du CGE, chargé de la préparation de projets de réformes juridiques et sociales, il est nommé par de Gaulle délégué général en France occupée (février-août 1944) pour rallier l'administration au moment de la libération et descendra les Champs-Élysées aux côtés du Général le 26 août.

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (9 septembre 1944-21 novembre 1945), il met en place la protection sociale.

Compagnon de la Libération, sa carrière se partage entre la diplomatie et la haute administration, et il sera élevé à la dignité d'ambassadeur de France. Représentant de la France au conseil consultatif pour les affaires italiennes, puis au Conseil de sécurité de l'ONU (1946-1949), secrétaire général du ministère des Affaires étrangères (1949-1954), représentant de la France auprès de l'OTAN (1955-1957), ambassadeur au Maroc (1957-1960). Il est vice-président du Conseil d'Etat (1960-1971).

Il a été délégué du gouvernement au Conseil d'administration du BIT (1961- 1976) qu'il présida de 1962 à 1963.

Paul Ramadier (1888-1961)

Né le 17 mars 1888 à La Rochelle (Charente-Maritime), il adhère au parti socialiste en 1904. Avocat, maire de Decazeville à partir de 1919, il est élu député SFIO de l'Aveyron (1928). Sous-secrétaire d'Etat aux Travaux publics et aux Transports du premier gouvernement du Front populaire (1936), il est ministre du Travail de 1938 à 1940.

Il refuse de voter les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940, et entre dans la Résistance. A la Libération, il est à nouveau maire, député et ministre du ravitaillement (44-45), Garde des Sceaux (1946 - 1947), puis Président du Conseil en janvier 1947.

Il participe à l'élaboration de la Constitution de la IV^e République. Très contesté pour le coût social de sa politique de lutte contre l'inflation, il se retire en novembre 47.

Mais il fut encore plusieurs fois ministre, notamment à la Défense Nationale (1948 - 1949) et aux Affaires économiques et financières (56-57).

Délégué du Gouvernement au Conseil d'administration du BIT (1948- 1961), il présida cet organe essentiel de l'OIT de 1951 à 1952.

Philippe Séguin (1943-2010)

Philippe SEGUIN est né le 21 avril 1943 à Tunis.

Ancien élève de la promotion " Robespierre " de l'ENA (janvier 1968 - mai 1970), il commence sa carrière politique sous la Présidence de la République de Georges Pompidou. En avril 1978, il est élu député des Vosges et en 1983 maire d'Épinal. En mars 1986, il est nommé Ministre des Affaires sociales et de l'Emploi dans le gouvernement de Jacques Chirac. En avril 1993, il devient Président de l'Assemblée nationale, fonctions qu'il exercera jusqu'en avril 1997.

En juin 2002, Philippe Séguin réintègre la Cour des comptes. Il est aussi nommé, en octobre de la même année, délégué titulaire du gouvernement français au Conseil d'Administration (CA) du Bureau international du travail (BIT) qu'il présidera de juin 2004, jusqu'à la fin de son mandat en juin 2005. En sa qualité de Président du CA il a soutenu avec force le message et les recommandations du rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation.

La même année, préfaçant l'ouvrage de l'ancien Directeur général du BIT, M. Francis Blanchard "L'Organisation internationale du Travail, De la Guerre froide à un nouvel ordre mondial", Philippe Séguin écrivait : "L'application volontaire et non obligée des normes doit s'accompagner d'un suivi vigilant. L'OIT doit veiller à cela... L'enjeu est celui de la dignité des hommes. Il y a deux grandes conditions à cette dignité: avoir des conditions de vie décentes et avoir les moyens de l'épanouissement personnel dans la liberté et la diversité "

Le 21 juillet 2004, il est nommé Premier Président de la Cour des comptes.

Il meurt à Paris le 7 janvier 2010.

Sa disparition provoque un vif émoi en France. Saluant sa mémoire, le Directeur Général du BIT, Juan Somavia, a déclaré " Philippe Séguin incarnait au plus haut point les valeurs humanistes de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et portait avec brio le message universel de la France ".

Albert Thomas (1878- 1932)

Né à Champigny-sur-Marne le 16 juin 1878 dans une famille de boulangers, Albert Thomas entre à l'Ecole normale supérieure en 1899. Il étudie les Idées populaires de réforme sociale qui se font jour de 1832 à 1834 avant d'être reçu premier à l'agrégation d'histoire en 1902. Ce succès lui vaut notamment une bourse de séjour en Allemagne où il étudie le syndicalisme allemand.

En 1904, Jean Jaurès le charge de la rubrique syndicale lors de la fondation du journal L'Humanité. Lors du Congrès de Bourges en septembre de la même année, Albert Thomas se range au côté des syndicalistes réformistes avec lesquels il fonde la Revue syndicaliste. Entre 1906 et 1928, il assure la direction de la Revue socialiste après sa fusion avec la Revue syndicaliste et coopérative.

Il est élu député en 1910 (Fédération socialiste de la Seine) et maire de Champigny en 1912. Sous-secrétaire de l'artillerie et des munitions en 1915 puis Ministre de l'armement en 1916, il publie au cours de cette période de nombreux rapports et propositions de lois, notamment sur l'utilisation de la main d'oeuvre féminine et la réglementation des différends du travail.

Il quitte le gouvernement en septembre 1917 et reprend sa place dans l'action parlementaire face au gouvernement Painlevé-Clémenceau.

En 1919, réélu député au siège qu'occupait jusqu'à sa mort Jean Jaurès, il est également élu Directeur du Bureau International du Travail, poste qu'il occupe jusqu'à sa mort le 7 mai 1932.

Gabriel Ventejol (1919-1987)

A l'âge de 16 ans il entra comme peintre sur porcelaine dans une fabrique et parallèlement poursuivit des études de droit à l'issue desquelles il entra à la Mairie de Limoges où il exerça les fonctions de rédacteur jusqu'en 1950. Après la seconde guerre mondiale durant laquelle il participa à la résistance dans sa région, il s'affirma comme un militant syndical très actif et devint secrétaire du syndicat CGT des employés municipaux de Limoges et lorsqu'il intervint la scission il fonda l'union départementale Force-Ouvrière et en devint le premier secrétaire. En 1950, il fut élu secrétaire confédéral et constamment réélu jusqu'à son élection à la présidence du Conseil économique et social en octobre 1974.

Au nom de sa confédération, il participa aux programmes d'action régionale, au Comité Armand-Rueff consacré à l'examen des situations de fait ou de droit qui constituent un obstacle à l'expansion de l'économie (1958), au Comité économique et social européen. Il présida l'ONISEP (Office national d'information sur les enseignements et les professions) et le CELSA (Centre d'études littéraires et scientifiques appliquées).

Il entra au Conseil économique et social en 1959 et y présida la section du plan et des investissements de 1964 à 1967 puis fut élu vice-Président et enfin Président de 1974 à 1987. Il a été le délégué du Gouvernement français au Conseil d'Administration du BIT (1976-1987) qu'il présida de 1981 à 1982.

Pierre Waline (1894-1980)

Né le 14 juin 1894, Pierre WALINE a participé comme officier d'artillerie à la première et à la seconde guerre mondiale.

Il a été élève à l'Ecole Normale supérieure après 1918 et est entré en 1924 à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières (UIMM) pour traiter des affaires internationales et des relations avec l'OIT comme adjoint du délégué employeur français. En 1946, il est devenu délégué titulaire des employeurs français. De 1952 à 1968, il a été Délégué général de l'UIMM.

En 1953, il est devenu vice-président du Conseil d'Administration du BIT et il a exercé ces fonctions jusqu'en 1969. Il est resté délégué des employeurs français jusqu'en 1974.

Parallèlement, il a été Président du Comité exécutif de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) de 1953 à 1964.

En 1976, il a publié un livre de souvenirs intitulé « Un patron au BIT ». Parmi d'autres ouvrages, il faut citer « Les relations entre patrons et ouvriers dans l'Angleterre d'aujourd'hui » en 1948, « Les syndicats aux Etats Unis » en 1951 et « Cinquante ans de rapports entre patrons et ouvriers en Allemagne 1918-1968 » en 1968.